

Informations

Comité Régional CGT Midi-Pyrénées



Privés d'emploi : pour l'emploi, la dignité

Sommaire

n° 115 - janvier 1998
Bourse du Travail
19. Place Saint Sernin
BP 7094
31070 Toulouse cedex 7

Prix : 1 franc
n° d'inscription
à la CP 579 D 73

Imprimerie du
Comité Régional
Directrice de publication :
Martine BERNARD

■ Vos luttes dans la région : <i>privés d'emplois</i>	p. 1
■ Edito	<i>1998 : Une année d'espoir</i> p. 2
■ Santé	<i>Forum de Bordeaux</i> p. 3
■ Dossier	<i>Prud'hommes, après le vote, le bilan</i> p. 4
	<i>Résultats : Ariège, Aveyron, Gers</i> p. 5
	<i>Haute-Garonne, Hautes-Pyrénées, Lot</i> p. 6
	<i>Tarn, Tarn-et-Garonne</i> p. 7
■ Vie syndicale	<i>Services publics, PTT</i> p. 8
■ Arguments	<i>Déclaration CGT budget 98 au CESR</i> p. 9
■ Agenda	<i>Les temps forts...</i> p. 10

Un mouvement social inédit !

Par Christine Valdevit, membre du bureau du Comité National des Privés d'emplois

Les privés d'emplois ont mis sur la place publique l'insupportable, et l'intolérable... les dettes, la détresse. La colère et l'espoir aussi quelque part, et cela dans un grand élan de dignité.

Ils revendiquent :

▲ *des ressources tout de suite. C'est le sens de la prime exceptionnelle dite de "noël" mais aussi celle de l'augmentation des minima sociaux, de la mise à plat du système de l'assurance chômage avec la suppression de l'AUD, le rétablissement du fonds social UNEDIC pour un revenu de remplacement correct pour tous.*

▲ *De vraies mesures pour un vrai travail, un vrai salaire pour tous.*

Ils portent ainsi la perspective du recul du chômage et de la création massive d'emploi au travers de leurs revendications concrètes.

Elles sont à mettre en rapport avec la bataille pour la réduction du temps de travail sans perte de salaire, d'ailleurs les chômeurs se sentent concernés.

Ils l'ont démontré le 17 janvier 1998, à Toulouse, avec les actifs, les retraités, en initiant cette manifestation solidaire et par leur forte participation, du jamais vu !

Elles sont au coeur de la campagne CGT pour le plein emploi solidaire et du rendez-vous national interprofessionnel du 27 janvier pour l'emploi, les salaires, la protection sociale.

Un mois et demi de mobilisation et la lutte continue...

Depuis le 4 décembre 1997, la force du mouvement, sa capacité à s'inscrire dans la durée, la cohérence des cibles UNEDIC, patronat, gouvernement, ont rendu possible des premiers résultats mais aussi l'unité entre la CGT et les associations, comme l'élargissement avec les actifs, les retraités.

Ce qu'ils ont gagné :

▲ L'augmentation de l'ASS (2 % au 01-01-98 et 1 % au 01-07-98) la perspective de son rattrapage et de son indexation sur le coût de la vie.

▲ La reconduction du dispositif pré-retraite emploi,

▲ La revalorisation de l'indemnisation pour les chômeurs et les rmistes de longue durée ayant 40 années de cotisations et 55 ans

▲ Le fonds d'urgence sociale. ■

C'est largement insuffisant, mais qu'en serait-il si la lutte n'existait pas ?

Les cinq engagements annoncés par le Premier ministre suscite une large déception, car l'urgence de moyens décents pour une vie digne tout de suite n'a pas été reconnue. En effet, le gouvernement n'a pas répondu à l'attente d'une mesure chiffrée et immédiate sur les minima.

Le chemin parcouru est au service des revendications restant à satisfaire et de la lutte pour gagner :

■ 1998, une année d'espoir

En formulant, en ce début d'année les vœux de plus de justice, de progrès social, de véritables avancées émancipatrices pour des millions de salarié-e-s, chacun mesure que 1998 ne sera pas une année comme les autres, et s'ouvre de façon nouvelle.

Les chômeurs, leurs luttes envahissent la scène sociale et constituent une nouvelle donne qui bouleverse les rapports de force.

La durée, le contenu revendicatif de ce mouvement, s'enracine dans la ténacité de nos organisations, de ses militant-e-s à être présents depuis des années sur le terrain de la défense et de l'organisation des privés d'emploi qui avaient permis l'obtention d'acquis remis en cause par les bouleversements opérés par la convention de l'UNEDIC de juillet 1997.

Sans aucun doute, et à l'image de la bataille que mènent les chômeurs aujourd'hui, ce qu'ils ont commencé à faire bouger, montre la voie indispensable de l'intervention des salariés. A l'évidence le mouvement revendicatif a besoin de grandir au niveau des enjeux, il est urgent d'engager sans attendre la consultation nationale interprofessionnelle décidée en novembre,

pour permettre à chacun d'intervenir, de peser, d'agir et de contraindre le patronat à des accords dans les entreprises sur la réduction du temps de travail et les salaires qui soient favorables aux

pement industriel, de services publics, de transport et d'aménagement du territoire, d'emploi et de formation, de l'Europe. Choix de nouveaux abandons, de régression, ou choix de pro-

► **La décision de la CE confédérale d'appeler le 27 janvier 1998 à une journée nationale interprofessionnelle d'action sur les salaires, la réduction du temps de travail, l'emploi, la protection sociale doit permettre aux salariés d'exprimer leurs exigences revendicatives, qu'elles s'imposent au patronat, au gouvernement, pour qu'il mette en oeuvre une politique en rupture avec la logique des critères de Maastricht, qui sacrifie les hommes.**

salariés et qui permettent de relancer à la fois la consommation, de travailler moins pour travailler tous, conditions à une réelle dynamique de création d'emplois et de développement industriel. Pour que 1998 marque des avancées significatives, pour des millions de salariés, privés d'emplois, retraités.

D'ici quelques semaines les élections régionales vont mettre en évidence l'importance des enjeux régionaux. Au delà des choix électoraux qui appartiennent à chacun, chaque citoyen citoyenne vont placer au centre d'importants choix pour notre région, son devenir, celui des populations, que ce soit en matière de dévelop-

grès social humain. Les salariés, les populations ont leur mot à dire.

Quelque soit le contexte, cela doit nous inciter à l'entreprise comme au plan de la localité, du département, de mieux porter encore dans notre activité syndicale au quotidien la dimension régionale de ces enjeux pour construire des luttes solidaires en Midi-Pyrénées pour plus de justice, de progrès, de garanties sociales. ■

Martine Bernard

Secrétaire régionale CGT

■ Forum régional de santé

Suite aux grèves des différentes catégories de personnels de santé en avril 1997, un appel national de quatorze organisations dont la CGT ont constitué un collectif contre le rationnement des soins et décidé de tenir sept forums nationaux dans les régions. L'Aquitaine, Midi-Pyrénées, Poitou-Charentes sont les trois régions concernées par la tenue du forum de Bordeaux. Son objectif est de débattre largement avec tous : médecins, infirmiers, personnels soignants ou non, usagers, assurés sociaux, mutualistes etc., pour obtenir une véritable politique de santé publique en France, et *"exiger le gel immédiat des mesures les plus graves, lesversements et déconventionnements, les licenciements et suppressions de postes à l'hôpital, les budgets de santé inférieur à l'inflation"*.

L'annonce du gouvernement de la tenue d'Etats Généraux

de la santé pour la fin 1997 avait suscité un certain espoir. Les reports successifs ainsi que la poursuite de la mise en œuvre du plan

Juppé suscitent interrogations et colère, et nécessitent une mobilisation importante de la population et des salariés, car il est urgent d'agir !

**31 janvier
1998
Bordeaux**

Le comité régional CGT Midi-Pyrénées a débattu de sa contribution à ce forum, sous son impulsion et en accord avec nos camarades de la santé, vont se tenir plusieurs initiatives dans les départements de la région.

Après la Haute-Garonne et le Tarn qui ont tenu des initiatives en 1997, les dates sont fixées pour la tenue des rencontres rassemblant syndicats de la santé, de l'action sociale, des administrateurs, UD, usagers largement ouvertes pour travailler les convergences sur les questions aussi importantes que : *«quels sont les besoins de la population en matière de santé, quels moyens mettre en œuvre pour y parvenir?»*

A l'issue, chaque UD détermine sa participation au forum de Bordeaux. ■

**Ces rencontres
ont lieu :**

- ▲ **A Cahors le 19 janvier 1998**
- ▲ **A Albi, le 21 janvier 1998 et Castres, le 29 janvier 1998**
- ▲ **A Tarbes le 26 janvier 1998**

Conférence régionale de santé

Le préfet de région vient de mettre en place les membres permanents de cet organisme dont «l'objectif est d'établir les priorités de santé publique dans la région, de faire des propositions pour améliorer l'état santé de la population au regard de l'ensemble des moyens de la région.

Le comité régional CGT Midi-Pyrénées a désigné en accord avec la coordination santé CGT, Martine Peyre, syndicat UFMICT CGT de l'hôpital Ranguel.

la conférence régionale de santé tiendra une séance publique le 20 avril 1998, ce sera l'occasion d'exprimer nos exigences dans la suite des initiatives prises autour de la préparation du forum de Bordeaux. ■

Prud'homales : résultats en Midi-Pyrénées

En Midi-Pyrénées, avec 70 575 voix, et 35.3 % des suffrages la CGT est largement en tête des élections.

Elle maintient son audience avec un tassement de 1.2 % et elle est première organisation dans les

sections de l'industrie, du commerce, des activités diverses.

Elle progresse de 1.2 % dans les activités diverses, et de 2.5 % dans la section encadrement.

Cependant, la participation au vote est

en recul de 6 % en Midi-Pyrénées, une fourchette qui varie de 5 à 9% selon les départements.

La CFDT et FO réalisent des scores quasi identiques, respectivement 23.2 % et 23 % en progression de 1 % et de 0.10 %.

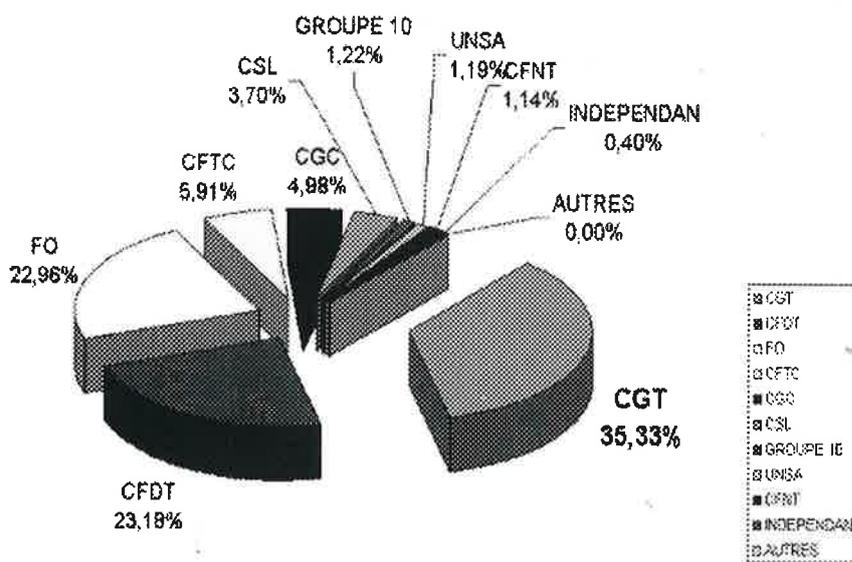
Le FN présent avec cinq listes dans la Haute-Garonne et le Tarn-et-Garonne, ne réalise pas de score significatif dans notre région (1.1 %) et n'obtient aucun élu.

Enfin, avec 54.06 % dans l'Ariège, soulignons que la CGT se place en tête des département français tandis que le Lot avec 42.76 % est en quatrième position.

Les résultats par section, et par département sont communiqués ci-après, ils ne constituent pas la clôture de la campagne bien au contraire, ils ouvrent des champs de conquête pour la CGT en 1998.

Le score CGT réalisé tant au plan national que dans les différents départements de Midi-Pyrénées donne confiance et espoir dans l'avenir de notre syndicalisme de lutte !

Prud'hommes 97 Résultats en Midi-Pyrénées



Collège	CGT	CFDT	FO	CFTC	CGC	CSL	GR. 10	UNSA	CFNT	INDEP.	AUTRES
Industrie	29804	13091	17250	3158	2242	2597	3	0	310	182	0
Commerce	17330	10346	12158	2949	1506	2051	659	25	1119	256	6
Agriculture	2296	3320	2044	502	511	189	168	443	0	0	0
Act. div.	16777	12052	11233	3227	1124	1910	1314	1274	845	268	0
Encadrem.	4368	7502	3169	1961	4564	635	295	633	1	84	0
Global	70575	46311	45854	11797	9947	7382	2439	2375	2275	790	6
en %	35.34	23.20	22.96	5.91	4.98	3.70	1.22	1.19	1.14	0.40	
prog. 92-97	-1.16	1.00	0.03	-0.92	-0.14	-1.83					



Ariège

Collège	Inscrits	Votants	Exprimés	CGT	CFDT	FO	CFTC	CGC	CSL	GR. 10	UNSA	CFNT	INDEP.	AUTRES
Ariège 97	25507	10173	9753	5272	1723	1973	224	0	377	86	98	0	0	0
Ariège 92	23838	10764	10353	5883	1395	2031	341	139	564	0	0	0	0	0
En %				54.06	17.67	20.23	2.30	0	3.87	0.88	1.00	0	0	0
prog. 92-97	1669	-591	-600	-2.77	4.19	0.61	1.00	-1.34	-1.58					



Aveyron

Collège	Inscrits	Votants	Exprimés	CGT	CFDT	FO	CFTC	CGC	CSL	GR. 10	UNSA	CFNT	INDEP.	AUTRES
Aveyron97	55529	23286	22112	6471	6504	5974	1822	671	664			0	0	0
Aveyron92	49363	24480	23341	7284	7346	5040	2443	569	659					
En %				29.26	29.41	27.02	8.24	3.03	3.00					
prog. 92-97	6166	-1194	-1229	-1.94	-2.06	5.42	-2.23	0.60	0.18					



Haute-Garonne

Collège	Inscrits	Votants	Exprimés	CGT	CFDT	FO	CFTC	CGC	CSL	GR. 10	UNSA	CFNT	INDEP.	AUTRES
Hte-Gne97	252482	87281	84537	28922	18062	19293	4863	5083	3904	1772	1091	1527	20	0
Hte-Gne92	235360	92694	89670	31021	17178	21795	5219	6431	6605					
En %				34.21	21.37	22.82	5.75	6.01	4.62	2.10	1.29	1.81	0.02	
prog. 92-97	17122	-5413	-5133	-0.38	2.21	-1.48	-0.07	-1.16	-2.75					



Gers

Collège	Inscrits	Votants	Exprimés	CGT	CFDT	FO	CFTC	CGC	CSL	GR. 10	UNSA	CFNT	INDEP.	AUTRES
Gers 97	30701	9987	9499	2821	2722	2044	537	649	467	0	259	0	0	0
Gers 92	25227	9906	9400	2704	2171	771	247	582	0	0	0	0	0	0
En %				29.70	28.66	21.52	5.65	6.83	4.92	0	2.73	0	0	0
prog. 92-97	5474	81	99	-1.42	-0.11	-1.58	-2.55	4.20	-1.28	0	0	0	0	0



Lot

Collège	Inscrits	Votants	Exprimés	CGT	CFDT	FO	CFTC	CGC	CSL	GR. 10	UNSA	CFNT	INDEP.	AUTRES
Lot 97	31408	12381	11796	5009	2860	2452	826	520	72	0	57	0	0	0
Lot 92	27023	12366	11915	5233	2894	2602	1005	181	0	0	57	0	0	0
En %				42.76	24.02	20.97	6.83	4.31	0.62	0	0.49	0	0	0
prog. 92-97	3955	-148	-274	-1.16	-0.27	-0.87	-1.61	2.79	0	0	0	0	0	0



Hautes-Pyrénées

Collège	Inscrits	Votants	Exprimés	CGT	CFDT	FO	CFTC	CGC	CSL	GR. 10	UNSA	CFNT	INDEP.	AUTRES
Htes-Pyr 97	47360	19091	18489	7397	5283	3124	971	944	0	0	0	0	770	0
Htes-Pyr 92	42665	20290	19626	7955	5013	3660	1137	1045	711	0	0	0	0	0
En %				40.01	28.57	16.90	5.25	5.11	0		0	0	4.16	0
prog. 92-97	4695	-1199	-1137	-0.53	3.03	-1.75	-0.54	-0.22	-3.62	0	0	0	0	0



Collège	Inscrits	Votants	Exprimés	CGT	CFDT	FO	CFTC	CGC	CSL	GR. 10	UNSA	CFNT	INDEP.	AUTRES
Tarn 97	72899	29604	28240	9309	6050	6893	1816	1552	1310	581	729	0	0	0
Tarn 92	67491	32750	31314	10546	7625	6896	2462	1921	1516	0	0	0	0	0
En %				32.96	21.42	24.41	6.43	5.50	4.64	2.06	2.58	0	0	0
prog. 92-97	5408	-3146	-3074	-0.71	-2.93	2.39	-1.43	-0.64	-0.20					



Collège	Inscrits	Votants	Exprimés	CGT	CFDT	FO	CFTC	CGC	CSL	GR. 10	UNSA	CFNT	INDEP.	AUTRES
Tarn&Gne97	41135	16031	15325	5374	3107	4101	738	528	588	0	141	748	0	0
Tarn&Gne92	35688	16237	15500	2766	4213	1037	266	1022	0	0	0	0	0	0
En %				35.07	20.27	26.76	4.82	3.45	3.84	0	0.92	4.88	0	0
prog. 92-97	5447	-206	-175	-4.91	2.43	-0.42	-1.87	1.73	-2.76	0	0	0	0	0

Vie syndicale

Services publics : PTT

Dans une récente déclaration le secrétaire d'Etat à l'industrie, C. Pierret, annonce, au nom du gouvernement sa volonté de remettre en cause la présence postale sur tout le territoire. Dans notre région, si ces projets étaient maintenus, cela entraînerait par exemple :

▲ en Aveyron : 126 bureaux de plein exercice seraient ramenés à 50, pareil pour la quarantaine d'agences postales.

▲ Dans le Lot : 82 bureaux de plein exercice seraient ramenés à 42.

▲ Dans le Gers : sur 90 points de postes on supprimerait 6

agences postales, 22 recettes rurales, 10 petits bureaux.

Les syndicats PTT ont immédiatement réagi, dans le Gers, ils ont tenu une conférence presse.

Pour sa part, la Fédération des PTT a notamment déclaré :

"La CGT est en désaccord avec un tel projet.

Il est en complète contradiction avec les priorités affichées par le gouvernement en juin 1997.

Cette présence postale est une conquête républicaine qui a fait la preuve de son efficacité économique et sociale.

Service public de proximité, présent sur tout le territoire, la Poste est un frein à la désertification des

campagnes et contribue à la cohésion sociale et à l'aménagement équilibré du territoire.

Au contraire de ce projet gouvernemental qui fait le lit de la concurrence, le maintien des bureaux existants est nécessaire. Le réseau doit aussi se développer en zone urbaine et suburbaine avec des créations d'emplois (comme M. Pierret s'y était engagé) mais pas au détriment des zones rurales.

C'est un moyen indispensable et durable pour combattre la précarité, le chômage et l'exclusion. C'est l'aspiration très forte de la population et des postiers".

Projet de réorganisation de la Poste

Le monde rural et les syndicats déjà mobilisés

Dans les syndicats de postiers comme chez les élus locaux du monde rural, la défense de la poste commence à s'organiser après l'annonce, hier, par le ministre Christian Pierret d'un ré-examen de la présence de la Poste en milieu rural.

« Il est clair que nous revendiquons maintien et développement. Il n'est pas question de désertifier le monde rural pour transférer des bureaux dans les villes. Si les projets annoncés devaient être maintenus, notre organisation se mettrait du côté des usagers et des populations concernées pour défendre l'accès aux services publics pour tous » souligne Martine Bernard, déléguée régionale de la CGT pour Midi-Pyrénées.

Un bureau sur deux concerné en Aveyron et Lot

Ce syndicat a pu réunir quelques délégués départementaux de la réforme de la restructu-



La Poste, c'est aussi plein de services rendus à la campagne, comme ici la livraison des plateaux-repas. - Photo « La Dépêche » Archives.

ration de la Poste. Ainsi en Ariège une quarantaine de bureaux seraient fermés. Dans l'Aveyron, de 126 bureaux au ramerait le dispositif à une cinquantaine avec aussi des partitions d'agences postales.

Dans le Gers, où dix projets de transformations ou suppressions avaient été bloqués en 1997, sur les 90 points posés, 6 agences, 22 recettes et 19 petits bureaux seraient menacés. Dans le Lot, le nombre de bureaux de plein

exercice (82) serait divisé par deux. En Lot-et-Garonne, c'est le syndicat FO de la poste qui annonce la menace sur 13 bureaux et six agences.

Dans le Tarn et les Hautes-Pyrénées, les syndicats prévoient également des diminutions. Dans l'Aude, le Tarn-et-Garonne, le nombre de bureaux ne devrait guère varier, mais c'est la répartition géographique qui pourrait être revue au profit des agglomérations de Narbonne et Montauban notamment.

Enfin en Haute-Garonne, des effectifs et des bureaux du sud du département seraient aussi numériquement transférés vers l'agglomération toulousaine.

Outre la CGT, Sud PTT, la CFTC et FO nous ont fait part hier de leurs inquiétudes et demandent le maintien du moratoire. Quant aux élus locaux et aux personnels des communes concernées, ils attendent les détails du projet pour organiser une éventuelle résistance.

Déclaration Pierre Alexandre, membre du groupe CGT au CESR

Conformément à ce qui était annoncé dans les orientations budgétaires, le budget régional 1998 se situe dans la continuité des budgets précédents. Et ceci alors que s'est manifesté dans le pays il y a moins de six mois une exigence d'une autre politique, qui a mis en avant la nécessité impérieuse de progrès pour l'emploi et le pouvoir d'achat et qui ont des implications sur l'activité économique, la formation, l'aménagement du territoire.

Le projet d'avis qui vous est soumis pointe les faiblesses et les lacunes du budget de continuité en Midi-Pyrénées, notamment dans le domaine de la recherche, de l'action économique, d'aménagement du territoire, du transport, de la formation professionnelle, d'agriculture, de culture.

Le ton critique de l'avis, sans excès inutile, marque mieux cette année le caractère autonome du CESR par rapport au conseil régional. Mais une certaine fébrilité a semblé apparaître dans les débats en commission quand il s'agit d'aborder quelques aspects pourtant fondamentaux des mécanismes économiques et sociaux qui caractérisent l'environnement dans lequel se situe le contexte régional.

Ainsi en est-il du poids considérable et grandissant de la bourse, de ce que nombre de dirigeants gouvernementaux et de responsables patronaux nomment «les marchés» et qui imposent aujourd'hui leur diktat à l'ensemble de l'économie et aux finances publiques. En 1996 la Bourse de Paris a battu

des records de hausse de plus 24% en un an, tout comme sa grande sœur américaine où de fin 1994 à juin 1996 l'indice des valeurs a augmenté de 50%. Les richesses réelles sont nettement en retard par rapport à ce gonflement des valeurs financières.

Cette évolution de la bourse n'est plus représentative des richesses réelles créées et pèse même lourdement sur l'économie et sur l'emploi.

▲ Taux d'intérêts élevés sans rapport avec les besoins économiques et la demande,

▲ Fortes pressions sur l'emploi comme en témoigne l'évolution des titres tels que Renault ou Moulinex qui grimpent lorsque ces directions présentent des plans de suppression d'emplois et inversement baissent lors des embauches. Nier cette dérive de la bourse destructrice d'emplois et d'entreprises ne relève-t-il pas d'un a priori idéologique sans considération pour les PME-PMI et qui bride fortement le débat approfondi, recherché par ailleurs.

La réalité est que les détenteurs de capitaux qui achètent des actions à un prix élevé demandent des dividendes plus importants ; pour rémunérer ces capitaux financiers, il faut qu'une fraction plus importante de la valeur ajoutée aille au profit et cela au détriment des salariés et des capacités de production.../...

Il est temps que les banques se recentrent sur leur mission principale à savoir la création monétaire favorisant l'emploi et la production, au lieu de pratiquer la fuite en avant dans des activités purement financières.

Ainsi, également, en est-il du partage de la valeur ajoutée quand la baisse de la part des salaires dans le PIB en 13 ans équivaut à un transfert cumulé de 450 milliards au détriment des salaires alors que la population salariée augmente de plus de 1 million et que sa qualification moyenne s'est sensiblement élevée.

Et soyons opiniâtres : ainsi n'oublions pas les points sur lesquels le CESR a alerté le Conseil Régional dès les orientations budgétaires lesquels et sur pour l'essentiel nos remarques sont restées, à notre avis, sans réponse dans le budget primitif : les emplois jeunes, les politiques territoriales et contrats de terroir, les transports ferroviaires, le synchrotron.

Nous regrettons que le projet d'avis ne relève pas le mutisme de la région sur des sujets aussi importants qui conditionne fortement l'avenir. L'attitude du conseil régional est particulièrement inquiétante vis à vis des avis formulés par notre assemblée et aurait dû être plus fortement marquée.

C'est en prenant tout en compte, à savoir d'une part les analyses et suggestions faites dans l'avis que nous partageons, mais aussi l'introduction (encore timide) du volet social dans la conjoncture, et d'autre part les manques que je viens d'évoquer, de votre groupe émettra un vote d'abstention. Nous le ferons dans son esprit constructif à la suite de notre approbation de l'avis sur les orientations budgétaires, pour contribuer à développer suffisamment les avancées qui figurent dans le projet d'avis qui nous est soumis aujourd'hui. ■

B rêves

● A l'invitation de l'union syndicale de la province du Sichuan (Chine), une délégation du Comité Régional Midi-Pyrénées se rendra en Chine du 18 avril au 26 avril 1998. La délégation du Comité Régional CGT est composée de la façon suivante :

▲ Martine BERNARD, Secrétaire Régionale,

▲ Gisèle BERGES, Secrétaire Générale UD 32,

▲ Jean-Luc COMPS, EDF/DPT UD 31,

▲ Sylvain JULIEN, Secrétaire Général UD 81,

▲ Georges DAOUT, Syndicat aérospatiale UD 31,

▲ Danièle TRUC, Secrétaire Générale UL de Tarbes, UD 65.

Une délégation des syndicats chinois sera dans notre région au mois de novembre 1998. ■

● Le colloque "les différentes formes d'éclatement des normes de travail en Midi-Pyrénées" a rassemblé 80 participants. Le compte-rendu du colloque sera publié prochainement. ■

● Traversée Centrale des Pyrénées : dans une conférence de presse commune, le secteur fédéral des cheminots de Toulouse, ainsi que le Comité Régional ont porté à la connaissance de l'opinion la déclaration des trois régions Midi-Pyrénées, Aquitaine, Languedoc-Roussillon. (Voir dernier bulletin). ■

● Enjeux énergétiques et convergences revendicatives tel sera le thème d'une

réunion de travail avec le collectif EDF, les syndicats de mineurs à Carmaux et Decazeville, les UD de l'Aveyron, du Tarn, du Tarn-et-Garonne, de la Haute-Garonne. ■

● Le prochain Comité Régional du mois de février organise sa séance de travail dans les locaux du syndicat CGT de l'Aérospatiale à Toulouse, à la suite de laquelle il visitera les chaînes de montage. ■

Avec la V.O. impôts ne payez pas un franc de trop

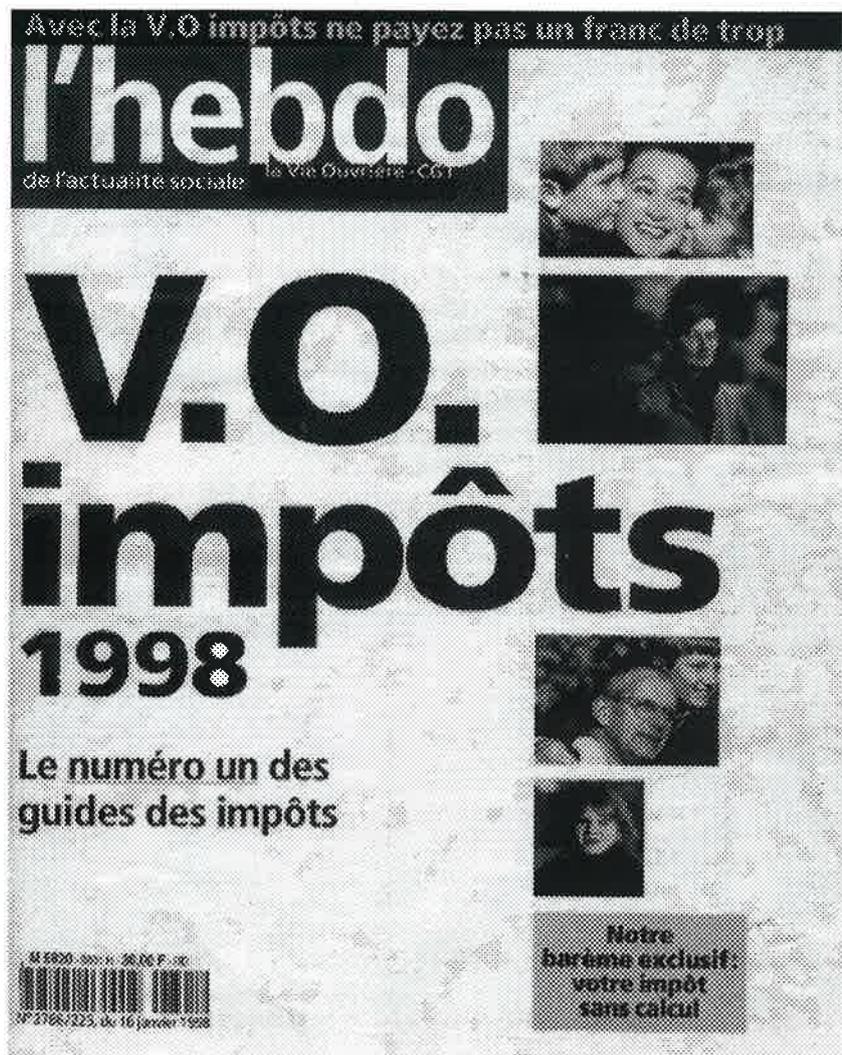
l'hebdo

de l'actualité sociale le Vie Quotidien - CGT

V.O. impôts 1998

Le numéro un des guides des impôts

Notre barème exclusif : votre impôt sans calcul



44 6900 - 000 - 00 06 P - 00
N° 2126/223 du 16 janvier 1998



- Un mouvement étudiant sans précédent.
- La plus grande grève générale que la France ait connue. Des résultats importants mais controversés.
- Un raz de marée gaulliste aux élections de juin.

Quelle est la nature de ces événements aux effets paradoxaux ? Ils traduisent-ils tant une crise sociale complète qu'une crise de société, de génération et de civilisation ? Dans un pays soumis à des mutations profondes et rapide accélérée, n'est-ce aussi bien une crise politique ? Au cœur des ces événements, quelle place a tenu la grève ? Des idées et des perspectives autoconstruites ? Peut-elle être le moyen d'une alternative politique ?

68 JUIN

68

la cgt